LE MDS À PARTIR D'ORAN :

«Pour un pacte républicain de salut national»

«Faisons du rejet de ces "pseudo-élections" un premier pas vers le rassemblement des forces du changement démocratique.» Tel est l'appel lancé par le bureau local du Mouvement démocratique et social à l'adresse de tous ceux et celles qui ne croient pas en ces élections du 9 avril 2009.

Dans un communiqué adressé à notre rédaction, le MDS considère qu'«il est indéniable aujourd'hui, et la campagne dite "électorale" le révèle encore mieux au vu de l'indifférence qu'ils témoignent à son égard, que les Algériens, dans leur majorité, rejettent toute participation au processus de déroulement des pseudo-élections».

Pour le MDS, «ce rejet qu'expriment des citoyens traduit également leur rejet de plus en plus grand d'un système qui n'a cessé de leur mentir, de les manipuler, de les appauvrir et de les pousser à la désespérance du fait du mépris dans lequel il les tient, d'une mauvaise gestion des affaires du pays, miné par la corruption envahissante, du bradage de sa souveraineté et les limitations jusqu'à l'étouffement de leurs libertés démocratiques».

Tout en constatant que «malgré le fait que de nombreuses forces politiques et personnalités nationales sont venues la renforcer à travers leurs appels au boycott, cette attitude de rejet est accentuée par le déroulement même de la campagne dite électorale qui confirme, à travers la rage de parvenir à ses fins de légitimation de son candidat, le caractère de plus en plus totalitaire et antirépublicain du pouvoir en place et du système rentier qu'il incarne ainsi que du caractère préjudiciable à la nation de leurs projets post-électoraux de révision plus profonde de la Constitution au profit d'une plus large réconciliation avec les islamistes sanguinaires et des milieux des affaires louches qui le soutiennent».

Selon le MDS, cet acte d'abstention, de boycott «à lui seul ne saurait être fécond», dès lors, il lance un appel à tous les citoyens «de bonne volonté qui ont l'Algérie démocratique et moderne à cœur d'engager sans délai les échanges et concertations nécessaires entre nous et de mobiliser nos forces et nos intelligences, celles de toutes les élites patriotiques et républicaines, civiles et militaires pour le rassemblement, avec la société dans un véritable pacte républicain de salut national».

Amel B.

LOUISA HANOUNE

Une candidate qui veut y croire

Avec des affiches mettant en vedette sa légendaire austérité, Louisa Hanoune, la candidate du Parti des travailleurs, n'est pas sortie des sentiers battus. Pas beaucoup d'originalité dans les affiches pour une campagne électorale articulée autour du thème «Parce que la souveraineté populaire est une immunité pour la souveraineté nationale, la parole au peuple». Tout au long de la campagne, le numéro un du PT a développé les thèmes qui lui sont chers de tradition.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Infatigable, sachant haranguer les foules et ne ménageant pas ses efforts, Hanoune a sillonné plusieurs villes du pays pour développer ses nombreux thèmes de campagne. Au bord de l'extinction de voix, elle a martelé ses convictions et expliqué pourquoi son parti a décidé de prendre part à ces joutes électorales. Réfutant la thèse qui voudrait que les «jeux sont déjà faits», elle n'a cessé d'appeler à un vote massif. Il s'agit pour la SG du PT de sauvegarder l'unité du pays, de ne pas tomber dans «le piège» tendu par des forces qui viseraient la stabilité. Avec son franc-parler, son arabe populaire, elle a durant toute la campagne parlé à ceux qui ont fait le déplacement pour l'écouter de choses qui les touchent directement : de chômage, de logement, de la cherté de la vie, de la fermeture des usines.

Dans les salles, l'écoutaient des travailleurs ayant perdu leur emploi, des femmes au foyer, des syndicalistes et des jeunes. Chacun a pu entendre un discours qui le concerne directement, donnant ainsi à Hanoune l'occasion de dire, une fois de plus, ce qu'elle pensait de la politique économique menée jusque-là par les différents gouvernements.

Aux travailleurs licenciés, elle a promis la réouverture des entreprises en optant pour un investissement public, la révison des accords internationaux pour une rupture «réelle» avec toutes les politiques menées jusque-là. Plaidant pour un «développement humain global», la candidate estime que la Fonction publique est l'un des piliers de la nation et insisté sur la nécessité de stopper la fuite des cerveaux et de sauver les jeunes de la dérive. Elle mise sur l'instauration du droit à l'instruction et à la formation, la gratuité des soins, le droit au logement, le droit au transport, la préservation de l'environnement et la restauration d'une politique d'urbanisme algérien.

Jouant sur la corde sensible des Algériens, elle n'a pas ménagé l'APN qui, dit-elle, a perdu toute crédibilité. Elle pense que la parole doit revenir au peuple afin qu'il élise une Assemblée souveraine et qu'il jouisse du droit à la révocabilité de tout élu qu'il juge ne pas avoir accompli son devoir. Autant de thèmes défendus avec hargne pendant une campagne éprouvante physiquement mais à laquelle la dame du Parti des travailleurs semble prendre goût.

Habituée aux grands discours, privilégiant le contact direct avec ses sympathisants, elle ne cache pas que si la situation le permettait, elle ferait des meetings plus souvent en dehors de toute échéance politique.

N. I.

DJAHID YOUNSI, CANDIDAT D'EL-ISLAH

La jeunesse et les constantes nationales comme priorité

Restée dans les généralités, la campagne électorale qu'a menée le secrétaire général d'El-Islah, Mohamed Djahid Younsi, candidat à l'élection présidentielle du 9 avril 2009, est restée confinée dans la défense de la politique de réconciliation nationale du président-candidat Abdelaziz Bouteflika. La jeunesse a été la cible privilégiée du candidat islamiste qui lui a promis monts et merveilles, le temps d'une campagne électorale passée presque inaperçue.

Photo : Samir Sid

Djahid Younsi

Lyès Menacer - Alger (Le Soir) - Le candidat d'El-Islah n'a pas dérogé à la tradition de son aîné, le Front islamique du salut dissous, qui a ciblé les couches sociales défavorisées, connues pour être «attentives» aux discours populistes.

Le 19 mars dernier, Djahid Younsi a choisi La Casbah d'Alger comme point de départ de sa campagne électorale. C'est à partir de là qu'il a annoncé la couleur de ce que sera son discours durant trois semaines. Il visera la jeunesse comme priorité s'il venait à accéder au trône que le président sortant ne veut en aucun cas lâcher.

Puis vient la défense des constantes nationales (l'arabité, l'islamité et maintenant l'amazighité) que le régime exploite à fond lorsqu'une voix discordante tente de crier le mal-vivre, la répression des libertés individuelles et l'Etat d'urgence dans lequel l'Algérie est maintenue depuis 1992. Mais Djahid Younsi n'ira pas trop dans son discours contre le régime en place, préférant user d'expressions que même le régime en place a fini par tolérer dans les colonnes de la presse nationale, y compris les médias publics et «parapublics».

Il accusera les gouvernements successifs d'être derrière le mal qui ronge le pays depuis des années. Il relèvera qu'«en dépit de nos richesses naturelles, les gouvernements successifs de l'Algérie ont échoué à trouver des solutions aux problèmes de la jeunesse, notamment le chômage et le logement, ce qui a provoqué son désespoir». Mais est-ce cela seulement qui fait fuir nos jeunes et notre élite vers l'étranger ?

La politique du bâton qu'emploie le régime contre toute initiative de ceux qui continuent à croire en une Algérie prospère, a été dénoncée à demi-mot, lors de son passage à Bordj-Bou-Arérridj. Il promettra de donner plus d'agrément aux nouveaux partis politiques et aidera à la création de plus de journaux. Il évitera, cependant, de dire s'il consacrera la même politique que celle appliquée par le régime en place qui a contribué à polluer davantage le paysage médiatique et parasiter le champ politique avec des partis qui ne se manifestent que durant les grandes échéances électorales.

Ces derniers servent plutôt de relais pour les dirigeants du pays que les intérêts d'une nation à laquelle on veut faire oublier d'où elle est venue et dans quelle direction elle devra aller. En matière de politique étrangère, Djahid Younsi n'a pas proposé mieux que les soutiens les plus farouches à la démarche de Bouteflika, notamment celle de Abdelaziz Belkhadem.

L'un des rares sujets abordés dans le cadre de sa campagne, l'Union pour la méditerranée est considérée par le candidat d'El-Islah comme une tentative de détruire la civilisation arabo-musulmane dans son ensemble et non pas seulement la culture algérienne. Donc, Younsi adopte la politique de l'enfermement et du confinement au moment même où se tenait un colloque international sur la tolérance en Islam. Les organisateurs de cette rencontre n'avaient pas, en fait, cessé pendant trois jours de tenter de convaincre les présents sur le respect des autres langues, cultures et religions.

Revenant au volet économique, Djahid Younsi puisera aussi dans les caisses du contribuable pour convaincre les jeunes à aller voter pour lui. Il a promis aux jeunes chômeurs une allocation chômage à hauteur de 70% du SNMG et des emplois permanents que plusieurs stratégies économiques et industrielles n'ont pas réussi à créer. Djahid Younsi a déclaré aussi qu'il aiderait la communauté algérienne installée à l'étranger, à venir investir en Algérie dans le cas où il serait un jour président.

Lors de chacune de ses sorties sur le terrain, le candidat d'El-Islah a exhorté les Algériens à aller voter massivement le 9 avril prochain. Car, il faudrait bien qu'il y ait à autres personnes que Abdelaziz Bouteflika pour gonfler le score d'une participation qui s'annonce d'ores et déjà catastrophique pour le régime. Sauf que même avec quatre autres «concurrents» du président-candidat, Djahid Younsi devra d'abord convaincre ses partisans que cette élection sortira l'Algérie d'une crise qui n'a que trop duré.

L. M.